

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Valenciennes, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NOVIAL

BP 39
59159 NOYELLES SUR ESCAUT

Références : 2023-V1-222
Code AIOT : 0007001075

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2023 dans l'établissement NOVIAL implanté rue de Cambrai BP 39 59159 NOYELLES SUR ESCAUT. L'inspection a été annoncée le 03/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société NOVIAL a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 16/11/2021 de respecter les dispositions des articles 4.1.1, 4.2.4.2, 4.3.5.2 et 7.7.6 de l'arrêté préfectoral du 13/11/2009.

Lors de la dernière visite du 05/07/2022, il a été constaté que les travaux de mise en conformité n'étaient pas réalisés. Par rapport du 12/10/2022, l'inspection a proposé au préfet de prendre un arrêté préfectoral de consignation d'une somme susceptible de correspondre aux travaux de mise en conformité.

Par arrêté préfectoral du 16/08/2017, la société NOVIAL a été mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.4.11.2 de l'arrêté préfectoral du 13/11/2009. Cet arrêté est toujours en vigueur.

La présente inspection a pour objet de recoler les dispositions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure susvisés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOVIAL
- rue de Cambrai BP 39 59159 NOYELLES SUR ESCAUT
- Code AIOT : 007001075
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société NOVIAL est autorisée par arrêté préfectoral du 13/11/2009 à exploiter sur le territoire de la commune de Noyelles-sur-Escaut un stockage de céréales et une unité de fabrication d'aliments pour le bétail. Le site était exploité auparavant par la Société Française de Nutrition Animale (SFNA).

Le site est actuellement autorisé à exploiter les installations classées soumises à autorisation suivantes :

- Rubrique n° 2160.1 « Silos de stockage de céréales » ;
- Rubrique n° 3642.2 « Traitement et transformation de matières premières végétales en vue de la fabrication d'aliments pour animaux », comprenant dorénavant les activités jusqu'alors classées sous la rubrique n° 2260.1 « Installation de broyage, concassage, criblage... des substances végétales et produits organiques naturels ».

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolements des arrêtés préfectoraux de mise en demeure des 16/08/2017 et 16/11/2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consommation eau de forage	AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 1	/	/
2	Isolement des réseaux	AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 2	/	/
3	Mise en place d'un séparateur d'hydrocarbures	AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 3	/	/
4	Découplage	AP de Mise en Demeure du 16/08/2017, article 1	/	/
5	Mise à jour de l'étude de dangers	AP du 13/11/2009, article 1.5.2	/	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/11/2021 sont respectées.

En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels associés aux constats effectués, l'inspection de l'environnement a relevé 3 observations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation eau de forage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société NOVIAL exploitant une installation de fabrication d'aliments pour bétail et de stockage de céréales sise Rue de Cambrai sur la commune de Noyelles-sur-Escout, désignée l'exploitant, est mise en demeure de respecter au 31 décembre 2021 les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2009 en s'assurant du respect de la limite de consommation de son site en eau de forage, fixée à 7200 m ³ par an. Pour justifier du respect de cette disposition, l'exploitant transmet pour le 15 janvier 2022, le relevé de sa consommation en eau de forage sur le site de Noyelles-sur-Escout pour l'année 2021.
Constats : Par courrier du 27/01/2022, l'exploitant précise avoir consommé 4924 m ³ d'eau en provenance du forage en 2021. Le registre de suivi des consommations d'eau du site est présenté en séance. Des relevés hebdomadaires sont réalisés. La consommation d'eau est calculée à partir de 3 compteurs (compteurs eau de ville n°1 et 2 et compteur eau de forage). Selon le registre, la consommation d'eau de forage en 2021 est de 4924 m ³ . Ce qui est cohérent avec la valeur déclarée ci-dessus. La consommation d'eau de forage en 2022 est de 4916 m ³ . La consommation d'eau de forage à la date de l'inspection est de 1718 m ³ . Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 16/11/2021 sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions des articles 4.2.4.2 et 7.7.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2009 dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en fournissant l'évaluation menée pour déterminer les dispositions techniques à mettre en place de manière à permettre l'isolement des réseaux notamment « eaux pluviales » par rapport à l'extérieur, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ; • en fournissant le bon de commande correspondant aux systèmes d'isolement des réseaux retenus pour répondre aux dispositions des articles 4.2.4.2 et 7.7.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2009, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté ; • en fournissant les justificatifs de réalisation des travaux de mise en place des systèmes d'isolement sur les réseaux, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. <p>Constats :</p> <p>Lors de la dernière inspection du 05/07/2022, il a été constaté que les travaux de mise en conformité n'étaient pas réalisés. Par rapport du 12/10/2022, l'inspection a proposé au préfet de prendre un arrêté préfectoral de consignation d'une somme susceptible de correspondre aux travaux de mise en conformité.</p> <p>Par courrier du 24/10/2022, l'exploitant formule des observations sur le projet d'arrêté préfectoral portant consignation de sommes et fait part de ses difficultés relatives à la mise en conformité. Il reconnaît avoir pris du retard, mais plaide toutefois sa bonne foi et s'engage à réaliser les travaux dans les prochains mois et au plus tard pour le 30/09/2023.</p> <p>Par rapport du 08/12/2022, l'inspection de l'environnement maintient sa proposition au préfet visant à consignation d'une somme susceptible de correspondre aux travaux de mise en conformité.</p> <p>Par courrier du 19/12/2022, l'exploitant transmet au préfet le cahier des charges relatif aux travaux de mise en conformité et s'engage à les réaliser avant le 30/09/2023. Le bon de commande des travaux est joint au courrier.</p> <p>Le cahier des charges fait état des travaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réfection du réseau de collecte des eaux pluviales au niveau des zones imperméabilisées ; - la mise en place d'un bassin de rétention des eaux d'extinction incendie d'au moins 1270 m³ dont le volume est calculé suivant les méthodologies D9 et D9A ; - la mise en place de vannes de barrage permettant de collecter les eaux d'extinction d'incendie dans le bassin susvisé. <p>En séance, le plan des réseaux actualisé est présenté.</p> <p>La justification du volume du bassin est transmise par courriel du 26/05/2023. Le volume maximal réel du bassin est de 2382 m³.</p>

<p>La visite des installations permet de constater :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les travaux de réfection du réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ; - la réalisation du bassin de rétention des eaux incendie ; - l'implantation de 3 vannes de barrage permettant de collecter les eaux d'extinction incendie dans le bassin susvisé. <p>Au regard des éléments ci-dessus, il s'avère que les dispositions de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 16/11/2021 sont respectées.</p> <p><u>Observation n°1 :</u></p> <p>Une consigne relative aux modalités de mise œuvre du confinement des eaux d'extinction incendie par la fermeture des 3 vannes de barrage, ainsi qu'à la vérification périodique de ces dernières, est en cours de rédaction.</p> <p>En séance, l'exploitant s'est engagé à terminer et transmettre cette procédure sous 3 semaines. Cette consigne est à afficher à proximité des vannes de barrage.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mise en place d'un séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, séparateur hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.3.5.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2009 dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en fournissant la description des réseaux visés par l'obligation de mise en place d'un séparateur d'hydrocarbures, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ; • en fournissant le bon de commande correspondant aux travaux d'installation de séparateur(s) d'hydrocarbures pour répondre aux dispositions de l'article 4.3.5.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2009, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté ; • en fournissant les justificatifs de réalisation des travaux d'installations d'un séparateur d'hydrocarbures sur les réseaux le nécessitant, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la dernière inspection du 05/07/2022, il a été constaté que les travaux de mise en conformité n'étaient pas réalisés. Par rapport du 12/10/2022, l'inspection a proposé au préfet de prendre un arrêté préfectoral de consignation d'une somme susceptible de correspondre aux travaux de mise en conformité.</p> <p>Par courrier du 24/10/2022, l'exploitant formule des observations sur le projet d'arrêté préfectoral portant consignation de sommes et fait part de ses difficultés relatives à la mise en conformité. Il reconnaît avoir pris du retard, mais plaide toutefois sa bonne foi et s'engage à réaliser les travaux</p>

dans les prochains mois et au plus tard pour le 30/09/2023.

Par rapport du 08/12/2022, l'inspection de l'environnement maintient sa proposition au préfet visant à consignation d'une somme susceptible de correspondre aux travaux de mise en conformité.

Par courrier du 19/12/2022, l'exploitant transmet au préfet le cahier des charges relatif aux travaux de mise en conformité et s'engage à les réaliser avant le 30/09/2023. Le bon de commande des travaux est joint au courrier.

Le cahier des charges fait état des travaux suivants :

- la réfection du réseau de collecte des eaux pluviales au niveau des zones imperméabilisées ;
- la mise en place de 3 séparateurs d'hydrocarbures avant rejet des eaux pluviales au réseau d'assainissement public ;
- la mise en place d'un détecteur du niveau d'hydrocarbures au niveau des 2 principaux séparateurs d'hydrocarbures.

En séance, le plan des réseaux actualisé est présenté.

La visite des installations permet de constater :

- les travaux de réfection du réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être pollués ;
- la présence de 3 séparateurs d'hydrocarbures associés, pour les 2 principaux, à une détection du niveau d'hydrocarbures.

Au regard des éléments ci-dessus, il s'avère que les dispositions de l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 16/11/2021 sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Découplage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/08/2017, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Découplage

Prescription contrôlée :

La société SAS NOVIAL, dont le siège social est situé 22 boulevard Michel Strogoff - 80440 BOVES, exploitant une installation de fabrication d'aliments pour le bétail sise Rue de Cambrai - 59159 NOYELLES SUR ESCAUT est mise en demeure de respecter, dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.4.11.2. « Découplage », de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2009 en transmettant les justificatifs de conformité de la résistance à la suppression de la paroi de découplage séparant les combles des cellules béton du reste de l'unité de production.

Constats :

Pour répondre à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/08/2017, l'exploitant transmettait par courrier du 29/11/2017 une mise à jour de son étude de dangers pour justifier notamment que la paroi en place entre les combles des cellules béton et les installations de production présentait les caractéristiques suffisantes pour répondre aux besoins de découplage exigés par l'article 8.4.11.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2009.

<p>L'examen de l'étude de dangers a fait l'objet d'une demande de compléments transmise à l'exploitant le 23/03/2021.</p> <p>Par courrier du 06/09/2021, l'exploitant a transmis des éléments de réponses et une version actualisée de son étude de dangers intégrant également la modification de la ligne d'ensachage. L'exploitant y réitère la demande de modification de l'article 8.4.11.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13/11/2009 et l'abrogation de l'arrêté de mise en demeure du 16/08/2017.</p> <p>Les éléments transmis nécessitent un examen approfondi de l'inspection de l'environnement. Ceux-ci sont en cours d'instruction et feront prochainement l'objet d'une demande de compléments. Dans cette attente, aucune suite administrative n'est proposée.</p> <p>La modification de la ligne d'ensachage est intégrée à la dernière actualisation de l'étude de dangers.</p> <p>A ce titre, <u>seuls les dangers induits par cette modification sont étudiés mais pas les impacts sur les diverses composantes de l'environnement.</u></p> <p>Observation n°2 : Au titre de l'article R.581-46 du code de l'environnement, il appartient à l'exploitant de compléter son dossier et de porter à connaissance de la modification de la ligne d'ensachage en transmettant au préfet tous les éléments d'appréciation concernant l'évolution des impacts engendrés par cette modification.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mise à jour de l'étude de dangers

Référence réglementaire : APC du 13/11/2009, article 1.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Découplage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation et/ou du complément de l'étude des dangers, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 05/01/2023, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet son projet d'implantation d'une cuve de stockage aérienne de propane de 28 m³ (soit 12,5 t). Cette installation relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 4718-2.b de la nomenclature des ICPE.</p> <p>En séance, l'exploitant précise que cette modification est destinée à alimenter son installation de combustion afin de faire face à l'augmentation du coût de l'énergie, notamment du gaz naturel précédemment utilisé comme combustible.</p> <p>Un descriptif de l'installation et de ses modalités d'implantation est joint.</p>

Observation n°3 :

Ces modifications des installations (stockage de propane en cuve aérienne et canalisation d'alimentation des installations de combustion depuis cette cuve) sont à intégrer à l'actualisation de l'étude de dangers évoquée au point de constat n°4.

Au titre de l'article R.581-46 du code de l'environnement, il appartient également à l'exploitant de compléter son porter à connaissance de l'implantation d'une cuve aérienne de propane en transmettant au préfet tous les éléments d'appréciation concernant l'évolution des impacts engendrés par cette modification, ainsi qu'en justifiant de la conformité réglementaire de son installation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet